

Tenir compte de la réglementation dans son projet d'implantation de zones tampons

ZONES NON TRAITÉES AU TITRE DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHÉ ET À L'UTILISATION DES PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

RÉDACTION : JULIENNE ROUX (DGPE)

Contexte

Au niveau européen, un « paquet pesticides » a été adopté en octobre 2009. Il vise à réduire de façon sensible les risques liés aux pesticides ainsi que leur utilisation et ce dans une mesure compatible avec la protection des cultures. Ce paquet législatif contient :

- ▶ Le règlement (CE) n°1107/2009 relatif à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques,
- ▶ La directive 2009/128/CE instaurant un cadre communautaire d'action pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable,
- ▶ La directive 2009/127/CE concernant les machines destinées à l'application des pesticides,
- ▶ Le règlement (CE) n°1185/2009 relatif aux statistiques.

Le règlement (CE) n°1107/2009 encadre les procédures d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, avec par exemple les critères d'approbation des substances actives ou une reconnaissance mutuelle des produits par approche zonale. Selon l'article 31 de ce règlement, l'autorisation de mise sur le marché (AMM) définit les végétaux ou produits végétaux ainsi que les zones agricoles / non agricoles sur lesquelles le produit peut être utilisé et les fins d'une telle utilisation. L'AMM spécifie les conditions d'emploi du produit, dont les restrictions éventuelles à la distribution et à l'emploi du produit. Ces restrictions sont alors indiquées sur l'étiquette.

La directive cadre 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides porte sur les points suivants :

- ▶ Une exigence de formation des distributeurs et utilisateurs de produits phytosanitaires,
- ▶ L'instauration d'un contrôle périodique obligatoire des pulvérisateurs,
- ▶ La promotion de la protection intégrée,
- ▶ L'évaluation des progrès accomplis en matière de réduction des risques et/ou des usages au moyen d'indicateurs appropriés,
- ▶ La mise en place d'un plan d'actions national visant à réduire l'utilisation de pesticides,
- ▶ **La mise en place de mesures spécifiques de protection du milieu aquatique et de l'eau potable en cohérence avec les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) : mise en place de zones tampons et mise en place de zones de sauvegarde pour les eaux de surface ou souterraines utilisées pour le captage d'eau potable.**

La mise en œuvre de cette Directive en France repose principalement sur le Plan Ecophyto, lancé en 2008. L'objectif du plan est de réduire progressivement l'utilisation des produits phytosanitaires, à travers la mobilisation de différents outils :

- ▶ Réglementaires : arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, contrôle périodique obligatoire des pulvérisateurs, certiphyto (formation des agriculteurs à une utilisation responsable des pesticides), etc.
- ▶ Incitatifs : mesures des programmes de développement rural,
- ▶ Étude et recherche,
- ▶ Mise à dispositions d'informations : création d'un vaste réseau de fermes pilotes pour mutualiser les bonnes pratiques (réseau Dephy) et mise en ligne dans chaque région de bulletins de santé du végétal qui alertent les producteurs sur l'arrivée des parasites.

L'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 encadre la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Il a pour objectifs d'éviter tout entraînement de produits phytopharmaceutiques, particulièrement hors de la zone traitée. Il a vocation également à préserver la santé des travailleurs, du public et des animaux. L'arrêté précise notamment :

- ▶ les conditions générales d'application des produits phytopharmaceutiques,
- ▶ les dispositions à prendre pour limiter les risques de pollutions ponctuelles à chacune des étapes suivantes : préparation de la bouillie, épandage des fonds de cuve, vidange des fonds de cuve, rinçage externe, traitements des effluents, gestions des emballages,
- ▶ **les dispositions à prendre pour les Zones Non Traitées au voisinage des points d'eau (voir ci-dessous).**

La Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, adoptée en 2014, a introduit un certain nombre de dispositions relatives aux produits phytopharmaceutiques, dont notamment :

- ▶ L'article 51 qui transfère à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la mission de délivrer les autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires et des matières fertilisantes. Cette délivrance relève actuellement du ministère chargé de l'agriculture (DGAL), sur la base de l'évaluation scientifique rendue par l'ANSES.
- ▶ L'article 53 qui interdit l'utilisation de pesticides dans les lieux fréquentés par des publics sensibles et subordonne dans d'autres lieux les usages de ces produits à des mesures de protection (haies, équipements pour le traitement ou dates et horaires de traitement). Lorsque de telles mesures ne peuvent pas être mises en place, l'autorité administrative détermine une distance minimale adaptée en deçà de laquelle il est interdit d'utiliser ces produits à proximité de ces lieux. Ce même article 53 du projet de Loi renforce les sanctions en cas de manquements à la législation sur la mise sur le marché et la circulation des produits phytopharmaceutiques.

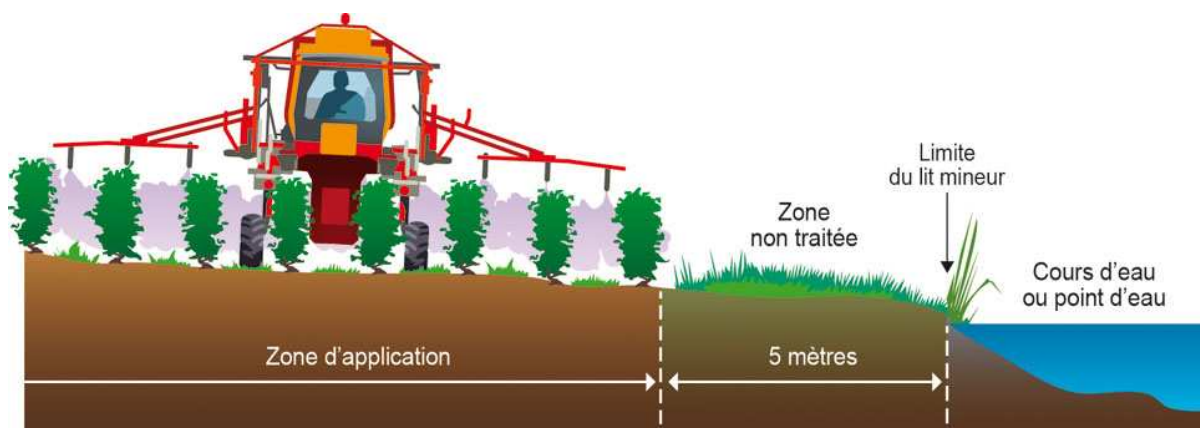
Un peu de terminologie

Différentes réglementations (Directive, arrêté interministériel du 12 septembre 2006...) font appel à différents termes : pesticides, produits phytosanitaires, produits phytopharmaceutiques. Ces termes sont proches, les pesticides couvrant en plus les biocides.

Les produits phytopharmaceutiques ont notamment une action de protection des végétaux ou des produits végétaux contre des organismes qui leur sont nuisibles. Ils correspondent aux insecticides, fongicides, herbicides, régulateurs de croissance, etc.

Implications des Zones Non Traitées en matière de zones tampons

L'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 prévoit qu'une zone non traitée minimale de 5 mètres en bordure des points d'eau doit être respectée (cf. figure ci-après, représentant la situation dans laquelle a également été implantée une bande enherbée le long du cours d'eau). Cette exigence s'applique à tous les produits phytopharmaceutiques, sauf à ceux homologués pour une utilisation sur plantes aquatiques ou semi aquatiques ou sur rizière.



Les points d'eau sont définis comme suit par l'arrêté du 12 septembre 2006 : il s'agit des cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000^{ème} de l'IGN. La liste de points d'eau à prendre en compte peut être définie par arrêté préfectoral pour tenir compte de caractéristiques locales particulières.

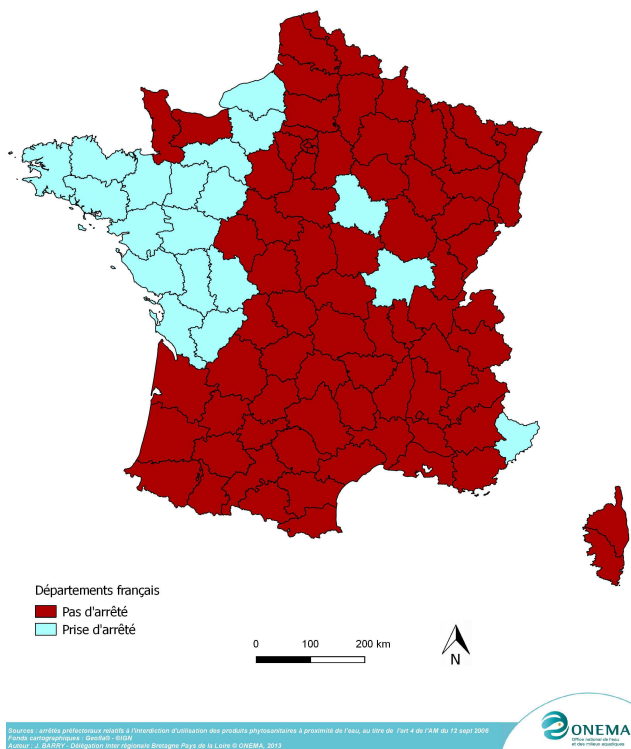
Ainsi, dans 19 départements de métropole (cf. carte ci-après), des arrêtés préfectoraux ont été pris afin d'étendre les règles d'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur le reste du réseau hydrographique non pris en compte par l'arrêté du 12 septembre 2006 sus-évoqué. Il convient de se rapprocher du Services Régionaux de l'Alimentation (SRAL) sur ce sujet.

La largeur de la ZNT peut être supérieure pour certains produits, selon les conditions de l'AMM : elle peut être de 20 mètres, 50 mètres, ou 100 mètres ou plus. La largeur de la ZNT est normalement indiquée sur l'étiquette du produit ; en l'absence d'indication, elle est de 5 mètres par défaut.

L'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 prévoit qu'il est possible de réduire la largeur de la zone non traitée de 20 à 5 mètres ou de 50 mètres à 5 mètres dans certaines conditions :

- ▶ **Présence d'un dispositif végétalisé permanent d'au moins 5 mètres de large en bordure des points d'eau : arbustif pour les cultures hautes (arboriculture, viticulture, houblon et cultures ornementales hautes), la hauteur de la haie devant être au moins équivalente à celle de la culture ; herbacé ou arbustif pour les autres cultures,**
- ▶ Adoption de moyens permettant de diminuer le risque pour les milieux aquatiques,
- ▶ Enregistrement de toutes les applications de produits sur la parcelle.

Cartes des arrêtés préfectoraux relatifs à l'interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires à proximité de l'eau (art. 4 de l'AM du 12 sept 2006)



Exemple de l'arrêté préfectoral du Préfet du Morbihan relatif à l'interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires à proximité de l'eau eu 1er février 2008

La ZNT doit être respectée le long de tous les cours d'eau en traits bleu pleins et pointillés sur la carte IGN au 1/25 000^{ème}.

Sur le reste du réseau hydrographique (fossés, cours d'eau, collecteurs d'eaux pluviales, points d'eau, puits, forages), même à sec, qui n'apparaît pas sur les cartes IGN au 1/25 000^{ème} ou qui n'est pas défini par arrêté préfectoral, l'application ou le déversement des produits phytopharmaceutiques est interdit dans et à moins d'un mètre de la berge dudit réseau. Aucune application ne doit être réalisée sur avaloirs, caniveaux et bouches d'égout.

Contrôles et sanctions :

Les contrôles concernant les Zones Non Traitées sont réalisés principalement par les agents des Services Régionaux de l'Alimentation (SRAL) et de l'ONEMA.

Les sanctions en cas de non respect des conditions d'utilisation des produits, dont les ZNT, sont prévues à l'article L.253-17 du code rural et de la pêche maritime et peuvent aller jusqu'à six mois d'emprisonnement et une amende de 150 000 €.